



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 22 Mai 2012
Numéro 96

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Hariri pour la chute du cabinet... Mikati riposte: l'exclusivité est révolue

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Le Nord tendu suscite des craintes internes et externes. Les répercussions touchent Dar el-Fatwa à Beyrouth

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

La malédiction des armes

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Le sort de Mawlaoui détermine la direction de la rue

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Le Liban l'a échappé belle... pour le moment!

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Yémen: un kamikaze d'Al-Qaïda tue 100 soldats et en blesse 300

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Les groupes terroristes poursuivent leurs violations du plan Annan. Rapt d'un colonel aviateur à Helfaya

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Yémen : Al-Qaïda revendique l'attentat de Sanaa et menace de lancer d'autres attaques

L'événement

Liban: la «colère spontanée» se transforme en action organisée

Ce qui semblait être une explosion de colère spontanée, provoquée par l'arrestation de Chadi Mawlaoui et la mort du cheikh Ahmad Abdel Wahed, prend de plus en plus la tournure d'une action organisée et orientée, servant des objectifs politiques bien définis. Ceux-ci ont été dévoilés, hier, par le bloc parlementaire du Courant du futur, à l'issue d'une réunion sous la présidence de l'ancien Premier ministre Fouad Siniora. Le bloc a ainsi fait assumer au gouvernement la responsabilité des récents événements, réclamant sa démission. Il a été appuyé par le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, qui a déclaré dans une interview au quotidien Al-Moustaqbal, que la seule solution à la crise réside dans la démission du gouvernement. L'ancien président du Conseil, Saad Hariri, a également appelé au départ du «gouvernement de la guerre civile».

Les prémices de l'escalade initiée par le Courant du futur étaient apparues avec la décision de M. Siniora de boycotter la réunion de Dar al-Fatwa pour tenter d'obtenir un communiqué au ton sévère. Pendant ce temps, les attaques des députés du Akkar contre l'armée se sont poursuivies de plus belle, alors que les funérailles de cheikh Abdel Wahed se sont transformées en défilé de miliciens armés jusqu'aux dents, qui ont fait déferler un vrai déluge de feu pendant la cérémonie. Signe évident de la volonté d'escalade, le député Mouin Merhebé a exigé la démission du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, qu'il a qualifié de «raté».

Face à ces offensifs tous azimuts, M. Najib Mikati a durci le ton, affirmant qu'il considèrerait de «son devoir national» de rester à la tête du gouvernement et d'éviter au pays «les malheurs d'un pari politique erroné» et accusant le courant du Futur d'avoir directement participé aux affrontements de Tarik Jdidé, dimanche soir.

M. Mikati a accusé le bloc du Futur d'user d'un «double langage», de lui adresser des «signaux positifs» sur sa volonté de coopération, puis de le poignarder dans le dos. «Ce procédé n'échappe plus à personne», a-t-il dit. «Nul n'ignore les efforts du Premier ministre pour éteindre les flammes allumées par d'autres, dont certains députés du Futur avec leur discours incendiaires dénués de tout sens national et leur manière de pousser leurs partisans à la désobéissance civile et aux manifestations, dont celle qui a eu lieu à Beyrouth», a ajouté le communiqué. Selon M. Mikati, l'objectif du Courant du futur est de récupérer «ce qu'il considère lui revenir de droit (le pouvoir, ndlr), mais l'heure de la représentation exclusive est révolue». Le président du Parlement, Nabih Berry, a tiré la sonnette d'alarme, dénonçant le fait «que ceux qui réclament le désarmement de la Résistance n'hésitent pas à utiliser leurs armes à l'intérieur». Lançant une pointe à Saad Hariri, il a déclaré: «Que vont dire maintenant les adeptes de la théorie qu'il ne peut y avoir de loi électorale basée sur la proportionnelle sous la menace des armes».

Al Joumhouria (Quotidien proche du 14-Mars)

Tarek Tarchichi, journaliste libanais proche d'Elias Murr

Un homme politique libanais chevronné qui a vécu la guerre civile depuis ses débuts affirme que les incidents de Tarik Jédidé, qui ont visé la permanence du Courant arabe de Chaker Berjaoui, seront une source d'embarras pour le Courant du futur et pour le 14-Mars en général. Le Courant du futur et ses alliés à Beyrouth se sont trompés dans le timing et dans le lieu. Sur le plan du timing, les événements de Tarik Jédidé vont dévier l'attention de l'incident de Kweikhat, dans le Akkar, où le cheikh Ahmed Abdel Wahed a été tué avec son compagnon. Cette affaire aurait pu se transformer en boule de neige si le feu n'avait pas consumé des appartements et des voitures autour de la permanence de Berjaoui. Concernant le lieu choisi par le Courant du futur et ses alliés, il s'agit de l'un de leurs bastions politiques et électoraux.

Ce même homme politique ajoute que le Courant du futur a bâti son discours politique autour de deux thèmes. D'abord, le refus des armes, voire le refus des élections sous la menace des armes. Et voilà que ceux qui brandissent ce slogan utilisent une grande quantité d'armes dans une zone résidentielle pour attaquer la permanence d'un parti qui leur est opposé. Le deuxième thème sont les événements du 7 mai 2008. Le Courant du futur ne cesse de rappeler, dans ses discours, l'attaque contre la capitale par des miliciens de l'opposition. Cinq ans plus tard, c'est lui-même qui commet le pêché qu'il reprochait aux autres. Comme il y a le 7 mai 2008, il y a aura désormais le 20 mai 2012.

Maintenant, il y a deux armements. Mais celui qui est pourfendu par le Courant du futur a une fonction bien déterminée, celle de combattre Israël. Mais le second, celui du Courant du Futur, qu'elle est sa fonction, à part guerroyer dans les ruelles et les quartiers de Beyrouth?

L'homme politique en question estime que l'attaque contre Berjaoui a transformé ce dernier en symbole beyrouthin résistant contre l'hégémonie du Courant du futur. Les habitants de Tarik Jédidé ont eu l'occasion de se souvenir de cet homme qui a combattu les Israéliens lors de l'invasion de 1982 et qui porte encore sur lui les cicatrices laissées par le Napalm.

An Nahar

Ghassan Hajjar, journaliste libanais indépendant

Les services de sécurité et l'Armée libanaise sont les garants de la stabilité de l'Etat, de la sécurité de ses citoyens et du bon fonctionnement des institutions. Mais le fait de transmettre des informations sécuritaires à la Syrie, comme cela a été mentionné dans la lettre présentée au secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, par l'ambassadeur de Syrie à l'Onu, Bachar el-Jaafari, est condamnable, et ne pourra en aucun cas s'inscrire dans le cadre de l'accord sécuritaire signé entre le Liban et la Syrie durant les années de la tutelle. Ceci dit, il ne faut fermer les yeux sur les tirs dont a été victime l'armée à Tripoli, avant l'incident de Kweikhat. L'armée a bien pu faire une erreur, mais avoir une telle réaction vise à torpiller toutes les composantes de l'Etat. Certes, l'armée doit être tenue responsable de ses actes et ceux qui commettent des violations doivent être sanctionnés. Toutefois, il est inacceptable de porter atteinte à l'institution militaire, car un tel comportement plongera le pays dans des événements semblables à ceux de 1975 et, peut-être, dans une nouvelle guerre civile.

ILS ONT DIT...

Ministère russe des Affaires étrangères, (Communiqué)

" Tout porte à croire que les forces qui n'arrivent toujours pas à réaliser leurs plans de déstabilisation en Syrie ont tourné leurs regards vers le Liban voisin. Moscou est sérieusement préoccupé par le regain de tension au Liban. Nous appelons les hommes politiques libanais à faire preuve de retenue et de responsabilité dans ce moment difficile pour le pays. Les Libanais ne doivent pas suivre ceux qui voudraient raviver la discorde interconfessionnelle et semer le trouble sur leur sol.

Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint de l'Onu pour les opérations de paix

" Nous savons qu'il y a des groupes terroristes qui cherchent à obtenir des avantages pour eux-mêmes, mais nous devons voir cela comme une question interne à la Syrie, qui doit être traitée entre Syriens. Les observateurs de l'Onu se trouvent actuellement dans six villes syriennes et se rendront prochainement dans quatre autres localités.

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars)

" La solution à la crise serait que le gouvernement démissionne immédiatement et qu'il soit remplacé par un cabinet neutre. Il ne peut y avoir de dialogue en présence d'un gouvernement de confrontation. Le gouvernement a besoin d'un dialogue entre ses membres avant tout autre dialogue avec les autres dirigeants. Le régime syrien s'affaiblit chaque jour un peu plus. Le Hezbollah et le Courant patriotique libre cherchent à tout prix à sauver le régime de Bachar el-Assad, même au détriment du Liban et de ses relations avec les pays arabes.

Chadi Mawlaoui libéré

Le juge Nabil Wehbé a ordonné mardi la libération sous caution du militant salafiste Chadi Mawlaoui, arrêté le 12 mai dernier à Tripoli. Chadi Mawlaoui est soupçonné d'appartenance à une organisation «terroriste». Après sa libération, il a déclaré, lors d'une conférence de presse à Tripoli, que son arrestation était politique et liée à l'aide qu'il avait apportée aux réfugiés syriens.

Accord entre l'Iran et l'AIEA

L'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) signeront sous peu un accord prévoyant des inspections des sites nucléaires iraniens, a rapporté mardi la télévision d'Etat iranienne en référence au directeur général de l'Agence, Yukiya Amano. «Bien qu'il reste des questions en suspens, Téhéran ne les considère pas comme un obstacle sérieux à la signature de l'accord», a déclaré M. Amano.

Jeffrey Feltman bientôt nommé aux Nations unies

Le quotidien Al-Akhabar croit savoir que le secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman, quittera son poste pour occuper une position de haut-niveau au sein des Nations unies. Les deux candidates à sa succession sont Margaret Scooby, ancienne ambassadeur des Etats-Unis en Syrie, et Elisabeth Dibble, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires du Proche-Orient.

As Safir

Imad Marmal, journaliste libanais proche de la majorité

Le paysage qui s'est offert aux observateurs à Beyrouth, dimanche 20 mai, était surréaliste: des hommes encagoulés barrant les routes entre un poste de l'armée et une caserne des Forces de sécurité intérieur à Verdun, alors que les rues de la capitale connaissent une situation chaotique qui aurait pu provoquer des accrochages si les partis du 8-Mars n'avaient pas pris la décision d'éviter d'être entraînés dans un conflit sunnite-chiite.

Commentant les événements des derniers jours, le président du Parlement Nabih Berry a estimé que ce sont les armes absurdes, utilisées dans des combats de rues pour effrayer les gens, qui menacent la paix civile, et non pas celles de la Résistance qui sont dirigées vers Israël.

M. Berry déclare que les événements de Akkar et de Tarik Jédidé lui ont montré la pertinence de son appel à réunir la table du dialogue. Et si le dialogue avait repris, il aurait été possible d'éviter ce qui s'est produit ensuite, car la discorde ne peut être évitée que par le dialogue.

Le fait que Saad Hariri et le Courant du Futur aient tenté de prendre leur distance (virtuelle) avec les groupes armés qui ont semé le désordre, signifie deux choses:

-Hariri a perdu le contrôle sur sa rue et il est tellement affaibli qu'il n'a plus le pouvoir de faire ouvrir une route bloquées ou de faire cesser le feu. Les groupes islamistes sont devenus des partenaires dans la décision sur le terrain, comme cela est apparu à Tripoli, dernièrement. Les défenseurs de cette thèse soulignent à cet égard que Hariri pourrait subir le même sort que les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, qui ont créé Al-Qaïda pour combattre l'Union soviétique, avant qu'ils ne deviennent les victimes de cette organisation.

-Deuxième possibilité, Hariri a couvert ces événements pour réaliser trois buts: 1- établir une sorte d'équilibre avec les armes du Hezbollah, en instituant l'équation suivante: les armes de la banlieue sud contre celles du Liban-Nord. 2-Accentuer les pressions sur le Premier ministre Najib Mikati pour qu'il apparaisse faible et incapable devant les gens. 3-Adresser un message à l'armée afin qu'elle change son attitude sur le terrain, concernant la crise syrienne.

An Nahar

Khalil Fleihane, journaliste libanais proche du 14-Mars

De hauts responsables de quatre pays du Golfe affirment détenir des informations relatives à une escalade qui s'étendrait à toutes les régions libanaises et qui aurait obtenu le feu vert des grandes puissances. Ce plan permettrait, selon des sources diplomatiques, une intervention internationale non militaire qui favoriserait un règlement définitif du dossier libano-syrien. Ces informations auraient été communiquées aux dirigeants libanais qui se sont acharnés, dans la nuit de dimanche à lundi, à empêcher que les incidents de Tarik Jédidé ne s'étendent, puis à multiplier les contacts avec Bahreïn, Qatar, les Émirats arabes unis et le Koweït pour les assurer que le gouvernement contrôle la situation, qu'il n'y a pas de risques d'escalade et que la sécurité de leurs ressortissants y est garantie. Mais selon des sources gouvernementales, les responsables du Golfe n'ont pas pris au sérieux les assurances libanaises. Aucun de ces quatre États n'a informé le Liban, par les voies diplomatiques, de l'avertissement qu'ils souhaitent lancer à leurs ressortissants contre les voyages au Liban. L'initiative du Qatar a été motivée par l'arrestation d'un de ses ressortissants à Beyrouth, Abdel Aziz Attiyé et relâché 48 heures plus tard.